

<https://www.pressegauche.org/Myanmar-Nous-voulons-retrouver-la-democratie-malgre-les-difficultes-les-pauvres>



Myanmar. « Nous voulons retrouver la démocratie » : malgré les difficultés, les pauvres de Yangon jurent de se battre



Date de mise en ligne : mardi 27 avril 2021

- International - Asie/Proche-Orient -

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Les communautés de la classe ouvrière ont peut-être été parmi les plus durement touchées par le coup d'État, mais malgré leurs difficultés, beaucoup restent déterminés à voir les militaires renversés.

Tiré de [À l'encontre](#).

Parmi les maisons en bois, en bambou et en tôle qui s'étendent sur plusieurs hectares dans l'un des plus grands bidonvilles de Shwepyithar Township (au nord-ouest de Yangon), Ko Kyaw Thu Htet se met à pleurer silencieusement en contemplant la vie sous une dictature militaire.

« De nombreuses vies ont été sacrifiées, y compris des enfants innocents », dit-il. « La démocratie que nous voulons coûte très cher - nous devons faire beaucoup de sacrifices pour l'obtenir. »

Ko Kyaw Thu Htet a vécu ce sacrifice des très près. Ce maçon de 24 ans est un membre régulier des équipes de protestation de première ligne dans la commune de Yangon (nord) depuis peu après le coup d'État. Le 3 mars, les forces de sécurité ont abattu un homme d'une trentaine d'années qui se tenait près de lui.

Le décès s'est produit lors d'une confrontation avec la police et les soldats devant le centre commercial Sein Gay Har, dans le district de Hlaing. Ko Kyaw Thu Htet faisait partie des 128 personnes arrêtées ce jour-là. Bien qu'il ait été initialement inculpé d'incitation au titre de l'article 505(a) du Code pénal, il a été libéré le 24 mars, en même temps que 97 autres personnes arrêtées trois semaines plus tôt.

L'arrestation ne l'a pas découragé. Peu après leur retour chez eux, Ko Kyaw Thu Htet et sa femme, une ouvrière de l'industrie du vêtement âgée de 24 ans, ont immédiatement repris les manifestations, ne s'arrêtant que lorsqu'il est devenu impossible d'échapper au nombre croissant de policiers et de soldats dans les rues.

Ko Kyaw Thu Htet a juré de ne pas retourner au travail tant que la révolution n'aura pas réussi. Pour l'instant, il compte sur sa femme et son père, qui est également maçon, pour manger. La vie est beaucoup plus difficile, mais Ko Kyaw Thu Htet a déclaré qu'il consacrerait chaque heure de sa vie restante au mouvement de protestation. « Nous voulons simplement que la démocratie revienne. Nous détestons le dictateur militaire », a-t-il déclaré à Frontier, faisant référence au généralissime Min Aung Hlaing.

De Shwepyithar à Hlaing Tharyar, de North Okkalapa à South Dagon, les quartiers ouvriers de Yangon ont été parmi les plus résistants face au régime militaire. Des dizaines de personnes ont été tuées, les forces de sécurité déployant des armes de combat pour maîtriser l'opposition dans la rue. Depuis la mi-mars, ces townships industriels sont soumis à la loi martiale, avec un couvre-feu plus strict qu'ailleurs dans la ville. De nombreuses affaires dites pénales sont jugées par des tribunaux militaires.

Ces townships ont également été parmi les plus touchés par les retombées économiques du coup d'État du 1er février. La Banque mondiale a révisé à la baisse, le mois dernier, ses prévisions pour l'économie du Myanmar en 2020-21, avec une contraction du PIB de 10%. D'autres annoncent d'une contraction pouvant atteindre 20% et d'un possible effondrement économique. [Voir à ce propos [l'article publié sur À l'encontre](#) en date du 10 avril 2021.]

De nombreux ménages de ces régions pauvres étaient déjà en difficulté en raison des impacts de la pandémie de Covid-19, après que le gouvernement de la Ligue nationale pour la démocratie (LND) a ordonné deux fermetures strictes l'année dernière. « Les sommes épargnées étant déjà épuisées, de nombreux ménages pauvres ont été contraints de réduire leur consommation pour faire face à la situation », avertit la Banque mondiale. Combiné aux « défis existants en matière de protection sociale », l'impact du coup d'État « entraînera probablement une forte augmentation de la pauvreté, des risques accrus pour la sécurité alimentaire et un dénuement plus profond pour les personnes déjà pauvres ». Depuis la mi-mars, des centaines de milliers de travailleurs migrants ont quitté Yangon en raison du manque de travail et des problèmes de sécurité, retournant dans les zones rurales où il y a très peu d'emplois et où ils sont tributaires du soutien de leurs proches.

Une grande partie de ces retombées économiques ont été « auto-imposées », dans le but de priver la junte de sa légitimité et de ses revenus. Le mouvement de désobéissance civile a fermé les banques et perturbé le commerce, tandis que les manifestations de rue ont incité de nombreuses entreprises à fermer leurs portes. La fermeture des installations gouvernementales, en particulier des services de santé, a également affecté les pauvres de manière disproportionnée.

Frontier s'est entretenu avec un certain nombre de personnes vivant dans la banlieue de Yangon qui, avant le coup d'État, occupaient généralement des emplois précaires et mal rémunérés. Malgré les difficultés qu'ils rencontrent, ils affirment que leur soutien à la révolution n'a pas faibli et ils attribuent la responsabilité de la crise économique aux militaires qui ont renversé illégalement le gouvernement de la LND.

Ma Hla Witt Yee, 25 ans, vit avec son mari et leur fils de quatre ans dans le quartier Nya de Shwepyithar. Ils tiennent une petite entreprise de fabrication d'oreillers en utilisant les restes des nombreuses usines de la commune. Ma Hla Witt Yee a déclaré que même au plus fort de la pandémie de Covid-19, les ventes n'étaient pas aussi limitées qu'après le coup d'État. Auparavant, elles pouvaient rapporter environ 50 000 kyats par jour (32 dollars), dont un tiers de bénéfiques, mais ce chiffre est tombé à 10 000 kyats (6,5 dollars) depuis février, selon le couple.

Comme d'autres personnes interrogées, Ma Hla Witt Yee a déclaré que ses problèmes financiers ne pourraient être résolus que par une solution politique à la crise du pays - pour elle, cela signifie la libération de la dirigeante de la LND, Daw Aung San Suu Kyi, détenue, et la fin du régime militaire. « Nous n'espérons pas seulement que nos affaires se rétablissent », a-t-elle déclaré. « Quoi qu'il arrive, si le pays reste sous la coupe des militaires, notre désir de démocratie ne changera pas. »

La cousine de Ma Hla Witt Yee, Ma Thiri Mon, 24 ans, travaille également dans le commerce de fabrication d'oreillers à Shwepyithar. Mère célibataire, elle vit là avec ses frères et maintenant avec ses parents, qui ont emménagé après le coup d'État en raison de leurs propres difficultés financières. Comme sa cousine, Ma Thiri Mon est également confrontée à un désastre économique et n'a pas pu payer les intérêts d'une dette envers un prêteur depuis avant le coup d'État. Mais Ma Thiri Mon a déclaré qu'elle était plus préoccupée par l'impact du régime militaire sur sa fille et les générations futures. « L'éducation de nos enfants a déjà été retardée à cause du Covid-19 », a-t-elle déclaré, faisant référence à la fermeture des écoles pendant un an en raison de la pandémie. « Je suis très inquiète pour l'avenir de mon enfant. » Selon elle, les enfants ne peuvent s'épanouir que dans une démocratie, où ils ont accès à l'information et à la liberté d'expression. « Sinon, ils ne seront pas en mesure d'exprimer ce qu'ils croient », a-t-elle déclaré.

Beaucoup ont fait des sacrifices pour contribuer à la résistance. Parmi eux, une femme de 42 ans, également originaire de Shwepyithar, qui a requis l'anonymat par crainte pour sa sécurité. Mère célibataire et femme d'affaires, elle vivait avant le coup d'État dans une grande et confortable maison à deux étages. Peu après la prise du pouvoir par les militaires, elle s'est engagée dans le mouvement anti-coup d'État, non seulement en participant aux manifestations, mais aussi en apportant un soutien en espèces et en nature aux manifestants et aux travailleurs en

grève.

Elle a été arrêtée dans le district de Tarmwe le 3 mars, lors d'une vaste opération de répression des manifestants, et envoyée à la prison d'Insein, dans le nord de Yangon. Depuis sa libération trois semaines plus tard, elle s'est installée dans un bidonville de Shwepyithar, où elle a décidé de vivre et de soutenir les communautés de base jusqu'à ce que la révolution l'emporte. « Savez-vous pourquoi je suis si déterminée ? Car ce n'est que lorsque nous aurons gagné que les personnes arrêtées pourront rentrer chez elles. Or, la plupart d'entre eux sont issus de la classe ouvrière », a-t-elle déclaré. « Les gens plus riches ont plus peur que les travailleurs de base... la plupart de ceux qui sont vraiment prêts à faire des sacrifices pour la démocratie sont issus de la base. »

De l'autre côté de la rivière Hlaing de Shwepyithar, la banlieue industrielle de Hlaing Tharyar a vu nombre de ses usines fermer temporairement ou définitivement depuis le coup d'État, faute de commandes, de matières premières ou de travailleurs et travailleuses. Plusieurs usines chinoises et étrangères ont également été incendiées peu après que les forces de sécurité ont massacré plus de 50 personnes dans la commune en mars. Selon des groupes de défense des droits des travailleurs et des habitants, environ deux tiers de ses résidents, dont beaucoup sont des migrants de première génération à Yangon, ont depuis quitté la ville pour d'autres régions du pays.

Ceux qui restent doivent se battre pour survivre. Ma Thin Thin Aye, 35 ans, habitante du quartier 20 de Hlaing Tharyar, a donné naissance à son troisième enfant quelques jours après le coup d'État. Ancienne dirigeante d'un mouvement syndical local, elle n'a pas pu rejoindre la résistance car elle s'occupait de sa petite fille. En novembre 2020, elle a quitté son emploi dans une usine de confection du canton de Mingaladon pour ouvrir un atelier de couture à son domicile, car elle voulait gérer sa propre entreprise. Jusqu'en février, elle gagnait un bon salaire d'environ 300 000 kyats par mois (193 dollars) en cousant des robes, mais elle ne gagne plus que 50 000 kyats (32 dollars). Son mari, un ouvrier du bâtiment qui gagne un salaire journalier, a également du mal à trouver du travail depuis le coup d'État. Le couple dépense 60 000 kyats par mois pour le loyer, ce qui leur laisse peu de moyens pour s'en sortir chaque mois. Mais contrairement à nombre de ses voisins, Ma Thin Thin Aye est restée à Yangon car, selon elle, la vie serait encore plus difficile à Mawlamyinegyun, sa ville natale du delta de l'Ayeyarwady. « Si nous retournons là-bas, nos vies seront pires qu'elles ne le sont maintenant car nous n'aurons aucun revenu. Nous souhaitons seulement que Mère Suu (Daw Aung San Suu Kyi) revienne. Nous ne pourrions vivre en paix que lorsque nous l'aurons récupérée », a-t-elle déclaré.

Bien que certains signes timides de reprise économique soient évidents, Ko San Yu Maung, secrétaire général d'Action Labour Rights, a déclaré que les usines qui avaient rouvert fonctionnaient bien en deçà de leur pleine capacité. « Depuis le coup d'État militaire, les gens ont vraiment du mal à gagner leur vie. Ils vivent tous dans un climat de peur. Ils vont travailler aujourd'hui bien qu'ils se sentent menacés par les forces de sécurité, car s'ils ne travaillent pas, ils n'auront pas d'argent pour se nourrir demain », a-t-il déclaré.

Les propriétaires d'entreprises ont également été durement touchés. Un propriétaire de petite entreprise du district de South Dagon, qui est également membre du groupe de résistance local, les South Dagon People's Guards, a déclaré qu'avant le coup d'État, il espérait développer son entreprise, mais que la prise de contrôle par les militaires avait anéanti ces projets. Au lieu de cela, il a été contraint de licencier temporairement ses employés. « J'ai renvoyé tous mes employés dans leurs villages », a déclaré l'homme, qui n'a pas voulu révéler le type d'entreprise. Selon lui, son entreprise - et plus largement l'économie - ne se redressera que lorsque la situation politique s'améliorera. « La politique est le fondement d'un pays. Sans une fondation bonne et stable, tout va souffrir - pas seulement l'économie, mais aussi des pensées comme l'éducation et les soins de santé », a-t-il dit. « Nous devons donc simplement survivre du mieux que nous pouvons pour l'instant - nous ne pouvons pas espérer une bonne économie tant que nous n'aurons pas réussi [à gagner la démocratie]. »

Ma Zin Mar Win, 22 ans, est une autre travailleuse migrante qui est restée à Yangon. Elle a réussi à conserver son

emploi dans une usine de traitement de fruits en conserve à South Dagon. Elle y travaille avec ses deux soeurs, âgées de 24 et 28 ans, pour soutenir un jeune frère et leur mère. La famille est originaire de Pyapon, dans la région d'Ayeyarwady, à environ 125 kilomètres au sud-ouest de Yangon. Elle a déménagé dans la capitale commerciale il y a six ans à la recherche de travail. Jusqu'au coup d'État, ils s'étaient lentement mais sûrement construit un avenir meilleur, mettant de côté une partie des 600 000 kyats [386 dollars] qu'ils gagnent chaque mois pour pouvoir un jour acheter leur propre maison. Mais les fermetures périodiques de l'usine depuis le 1er février, soit en raison d'un manque de matières premières à l'usine, soit en raison de difficultés à atteindre leur lieu de travail, font que les soeurs ne gagnent plus qu'environ 400 000 kyats par mois (258 dollars). Bien que ce montant soit suffisant pour survivre, Ma Zin Mar Win a déclaré que le coup d'État les avait privées d'un avenir meilleur. « Nous essayions d'améliorer nos vies, mais comment pouvons-nous le faire dans cette situation ? »

La sécurité est une préoccupation majeure dans ces townships périphériques. Les habitants ont peur des forces de sécurité, et certains jours, soit il n'y a pas de transport disponible pour les emmener à l'usine, soit ils ont trop peur pour faire le trajet. Ma Zin Mar Win dit qu'elle craint chaque jour pour elle-même et sa famille.

« Nous ne sommes pas en sécurité, ni le jour ni la nuit, parce qu'ils [les forces de sécurité] tirent de manière indiscriminée. Nous sommes terrifiés à l'idée d'être frappés, que ce soit à la maison, dans la rue ou au travail », a-t-elle déclaré. « Nous voulons retrouver la paix que nous avions autrefois. »

Article publié sur le site Frontier, le 24 avril 2021 ; traduction rédaction A l'Encontre.